

N A T O ————  ———— O T A N

SERVICE DE PRESSE

PRESS SERVICE

OTAN/NATO, 1110 Bruxelles ■ Telephones: 241 00 40 - 241 44 00 - 241 44 90 TELEX: 23-867

DECLARATION DU SECRETAIRE GENERAL A LA PRESSE

Réunion ministérielle  
Bruxelles, 6 décembre 1978

J'ai le grand plaisir, une fois encore, de vous accueillir tous ici à la veille de la réunion d'hiver des Ministres des Affaires Etrangères des pays membres de l'OTAN.

Vous n'êtes pas sans connaître déjà les résultats des réunions de l'Eurogroupe et des Ministres de la Défense, mais j'aimerais ajouter quelques brèves remarques à titre personnel.

La décision prise par les Ministres de mettre à exécution le projet AWACS me paraît des plus encourageantes. Il semble en effet qu'après plusieurs années d'efforts concertés, nous tenions aujourd'hui la base d'un programme viable, même s'il reste un ou deux problèmes à résoudre. Je trouve aussi extrêmement positif le premier bilan de la mise en application du Programme de Défense à Long Terme que les Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays de l'OTAN ont approuvé à leur réunion de Washington en mai dernier. Nous sommes assurément dans la bonne voie, mais la franchise m'oblige à reconnaître qu'il nous reste encore une très longue route à faire si nous voulons traduire nos intentions en améliorations concrètes de nos moyens.

Pour en revenir maintenant à la réunion du Conseil, je voudrais souligner qu'elle s'inscrit dans un contexte international particulièrement important, marqué par de nombreux événements majeurs. Et permettez-moi en premier lieu d'évoquer les espoirs que nous formons quant à la conclusion prochaine d'un accord SALT II entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique. La signature d'un tel accord, non seulement constituerait une étape très importante dans les efforts qui tendent à freiner la course aux armements stratégiques, mais aurait aussi pour effet d'obliger les pays alliés à définir plus clairement leur conception de ce que devrait être à l'avenir la portée du processus de négociation SALT.

./...

Le deuxième point que je voudrais mentionner est le processus déclenché par les accords de Camp David, que tous les pays membres suivent de très près. Et j'aimerais ici rendre hommage au Président Carter pour les efforts personnels considérables qu'il a déployés afin d'engager et de maintenir la dynamique de la paix.

En troisième lieu, nous assistons depuis quelques mois au développement d'une politique étrangère plus active de la part de la République populaire de Chine. Le désir des Chinois de moderniser leur économie et de jouer dans les affaires mondiales un rôle, marqué par une plus grande ouverture vers l'extérieur, est un facteur dont les gouvernements alliés devront tenir compte dans l'élaboration de leurs politiques.

Si je ne suis pas en mesure de prédire quels sont les problèmes dont les Ministres des Affaires Etrangères souhaiteront parler durant les deux jours qui viennent - et en particulier au cours de leur session restreinte - il me paraît néanmoins raisonnable de penser que ceux que je viens de citer seront parmi les questions qu'ils auront présentes à l'esprit.

Le premier point de l'ordre du jour formel de cette réunion prévoit un tour d'horizon de la situation internationale, et il ne fait pas de doute qu'à cette occasion, les ministres feront le point des négociations en cours entre l'Est et l'Ouest, et notamment des entretiens de Vienne sur les réductions mutuelles et équilibrées de forces. Si quelques progrès ont été enregistrés depuis la dernière réunion des Ministres, il est certain que la conclusion de l'accord auquel nous souhaitons aboutir n'est pas encore en vue : c'est ainsi, par exemple, que les négociations continuent d'achopper sur la divergence relative aux effectifs des forces du Pacte de Varsovie dans la zone des réductions.

De même, les Ministres chercheront à déterminer où en est le processus de mise en oeuvre de la CSCE dans l'optique de la prochaine conférence d'examen, qui doit se tenir en 1980 à Madrid.

Parmi les documents inscrits à l'ordre du jour des Ministres figure aussi le rapport sur l'aide et la coopération économique au sein de l'Alliance que j'ai été invité à établir à la réunion de Washington. Je me suis moi-même rendu récemment en Turquie et au Portugal et ces visites m'ont renforcé dans ma conviction qu'il est absolument indispensable que des membres de notre Alliance jouissant d'une situation plus favorable s'emploient d'urgence à venir en aide, de la façon qui leur paraîtra appropriée, à ces Alliés moins favorisés dont les problèmes économiques à court et à moyen terme sont très graves. A ces pays, je pourrais ajouter la Grèce, dont la situation économique n'est pourtant pas aussi critique.

Les Ministres des Affaires Etrangères recevront en outre des rapports sur les activités de la Conférence des Directeurs nationaux des Armements, sur le projet AWACS et sur la situation en Méditerranée, comme c'est la coutume.

Ils seront également saisis d'un rapport sur les activités du Comité sur les Défis de la Société moderne, qui continue de mener des études pilotes très utiles dans de nombreux domaines qui touchent à la vie de tous les jours des citoyens de nos pays, et en particulier dans celui de l'énergie - son utilisation rationnelle, sa conservation, la recherche de nouvelles sources et les systèmes de propulsion automobile de l'avenir.

Je concluerai là mes remarques liminaires. Je me tiens maintenant à votre disposition pour répondre aux questions que vous souhaiteriez me poser, après quoi j'aurai le plaisir de vous convier à la réception offerte aux membres de la presse.